



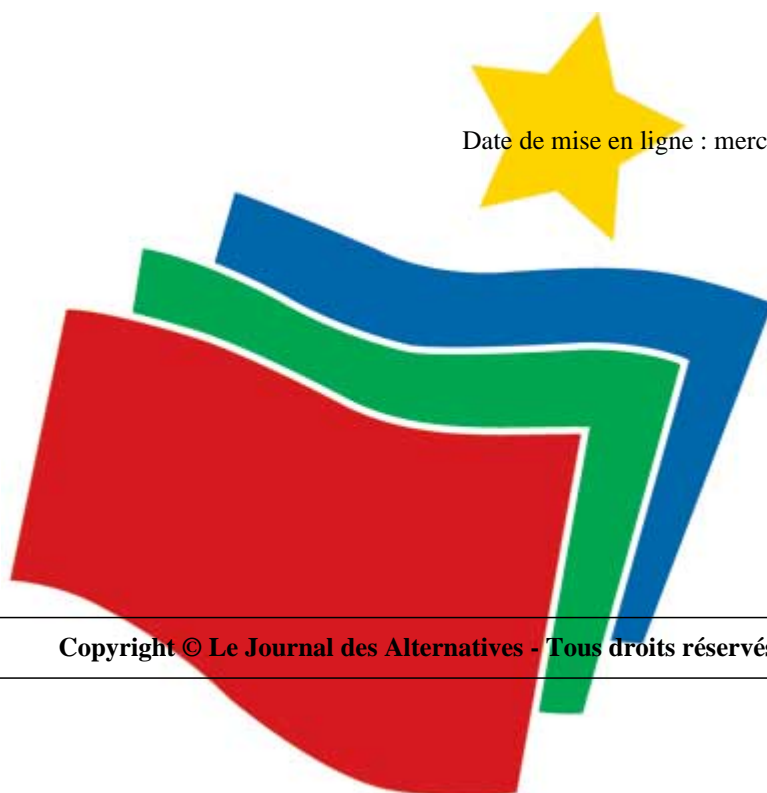
Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7981>

# Les mensonges du « Monde » sur Syriza

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -

Date de mise en ligne : mercredi 25 février 2015



---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---

*L'article publié vers midi sur le site du Monde (avec le renfort d'alertes « push ») est spectaculaire. « La plupart des réformes qu'Athènes s'engage à faire [...] sont celles qui avaient été dénoncées par Syriza », écrit son auteure, entonnant la ritournelle de la « capitulation » d'Alexis Tsipras. Un traitement éditorial d'une colossale finesse qui n'hésite pas à contrefaire significativement la réalité. Désintox.*

---

Passé le titre ronflant (« Grèce : la liste des réformes concédées à Bruxelles »), l'auteure est contrainte à un première précision d'importance : « L'initiative des réformes est désormais laissée à Athènes, puis approuvée par les créanciers. La Commission estime qu'il s'agit d'un « point de départ valide » à des discussions ». Renversement non négligeable : là où la Troïka imposait l'euro-austérité à des gouvernements d'autant plus prêts à l'appliquer qu'ils faisaient bénéficier leurs proches des privatisations exigées, c'est désormais le gouvernement grec qui définit les réformes qu'il entend faire. Le titre de l'article se révèle donc factuellement faux : non, les réformes définies par Athènes ne sont pas « concédées » à Bruxelles. Elles sont transmises aux créanciers qui formuleront ensuite un avis à leur sujet.

« La plupart des réformes figuraient déjà sur le document établi par la « troïka » des créanciers », poursuit Cécile Ducourtieux. Une contrevérité flagrante. En effet, comme la presse grecque s'en est fait l'écho, les mesures qui devaient être appliquées avant l'arrivée au pouvoir de Syriza « prévoyaient encore 160.000 licenciements supplémentaires dans l'administration (en commençant par la santé et l'éducation déjà bancales dans ce pays ruiné et administré depuis 4 ans par des néolibéraux), une nouvelle baisse des retraites de 10% (en sus des précédentes qui ont pu aller jusqu'à 60%), de nouvelles taxes, une hausse de la TVA sur certains produits et domaines moteurs (dont le tourisme). Des ponctions sur les salaires et de nouvelles réductions sur les « prestations sociales » (réduites à presque rien). » Rien à voir avec le programme de gauche déployé ce matin par le gouvernement d'Alexis Tsipras.

### **« Le gros de la liste concerne la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales »**

Cécile Ducourtieux est ensuite une nouvelle fois contrainte de concéder que les réformes proposées par Athènes ne sont en rien des renoncements : « Le gros de la liste concerne la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, censée répondre aux principaux problèmes de l'administration grecque (corruption, fiscalité défailante). Ces réformes sont réclamées par la troïka depuis 2010, mais aucun gouvernement, ni les socialistes du Pasok ni les conservateurs de Nouvelle démocratie (ND), n'ont eu le courage politique jusqu'ici de les mettre sur les rails. » On voit donc que « le gros de la liste » des réformes Tsipras concerne la lutte contre l'évasion fiscale, ce qui est pleinement conforme au programme de Syriza. Force est de constater que la journaliste se contredit elle-même. Mais le « quotidien de référence » précise que ces réformes étaient réclamées par la troïka depuis 2010. On comprend bien l'esprit de cette formulation : il s'agit de minimiser l'apport du nouveau gouvernement en matière de lutte contre la fraude fiscale. Pourtant, si on se souvient des exhortations particulièrement répétitives de la presse dominante et de Bruxelles pour que les Grecs « paient », « se réforment », « cessent de dépenser », « licencient leurs fonctionnaires », on peine à se remémorer celles invitant à lutter contre l'évasion fiscale des grandes fortunes grecques.

Si le Gouvernement Tsipras a concédé que certaines privatisations pourraient continuer (c'est, semble-t-il, le seul point sur lequel la feuille de route grecque arrachée aux institutions est effectivement contraire aux engagements pris), il s'est en revanche engagé « à une approche intelligente de la négociation collective sur les salaires. Cela inclut une volonté d'augmenter le salaire minimum. » Le Monde juge assurément cette mesure inacceptable : « L'Eurogroupe », explique la journaliste, n'est « pas du tout prêt à financer une augmentation du smic grec ». Or ce n'est évidemment pas « l'Eurogroupe » qui serait amené à financer cette augmentation, neutre pour les finances publiques de la Grèce comme de ses partenaires de la zone euro, mais les entreprises grecques. Loin de s'arrêter à cette assertion erronée, Cécile Ducourtieux s'autorise une conclusion aussi surprenante que partielle : « Si le gouvernement Tsipras passe à l'acte, « il y aura six pays en Europe qui auront un salaire minimum inférieur », entre autres la Slovaquie et l'Espagne, tout en devant continuer à soutenir Athènes financièrement. Politiquement

invendable... » En quoi l'idée de relever le salaire minimum d'un pays serait « politiquement invendable » ? Nul ne le saura. Et il ne sera pas précisé que c'est pourtant une mesure qui figurait elle aussi dans le programme de Syriza... que les Grecs ont trouvé « vendable » le 25 janvier dernier.

« En toute vraisemblance, l'Eurogroupe, mardi, devrait valider cette liste », note en passant Le Monde, sans relever que cela signifie que le gouvernement grec va appliquer de larges pans de son programme dans le cadre européen.

### **Presse dominante et aile gauche de Syriza à l'unisson ?**

Le petit chef d'oeuvre rhétorique du quotidien vespéral se termine par ce constat en décalage au moins partiel avec ce qui précède : le gouvernement grec a été contraint de « se plier aux contraintes européennes ». La présentation idéologique qui est privilégiée par les grands médias, contre toute réalité, est celle d'une « capitulation en rase campagne ». On comprend bien l'enjeu : il n'y aurait pas d'alternative à l'euro-austérité, Syriza aurait « promis n'importe quoi » (Jean-Michel Apathie) pour se faire élire et « se fracasserait » aujourd'hui « sur le mur du réel » (Jean Quatremer). Conclusion des éditorialistes : il serait urgent de reconduire les gouvernements actuels qui, eux, n'ont pas obtenu en plusieurs années la moitié du quart de ce qu'Alexis Tsipras et Yannis Varoufakis viennent d'obtenir en trois semaines.

Il est vrai que l'aile gauche de Syriza a entamé une campagne médiatique pour s'en prendre aux « renoncements » de Tsipras. Laquelle entre incontestablement en résonance avec les cris de victoire des libéraux européens. Elle tient très insuffisamment compte de l'état des rapports de force : la négociation d'un maintien du financement des banques grecques s'est faite contre dix-huit pays coalisés et dans un contexte d'urgence absolue (le précédent gouvernement ayant précisément déclenché des élections anticipées pour placer son successeur devant cette négociation « impossible »).

Que Le Monde le veuille ou non, taxer les grandes fortunes, lutter contre la corruption, combattre l'évasion fiscale, relever le salaire minimum, restaurer les conventions collectives, initier la résolution de la crise humanitaire ne sont ni des concessions à Bruxelles, ni des « réformes dénoncées par Syriza ». Ce sont des mesures figurant dans « le programme de Thessalonique » que le gouvernement d'Alexis Tsipras a arraché contre Bruxelles. Ni reniement, ni capitulation : maintien d'un cap général contre l'austérité et victoire politique pour le gouvernement grec qui incarne, complètement seul face à l'Eurogroupe et certains médias déchaînés, l'alternative en Europe.

*Post-scriptum :*

Publié sur [MediaPArt](#)